



En 2017, le dynamisme des exportations françaises de viande porcine vers l'Italie ne compense qu'en partie la contraction de la demande chinoise

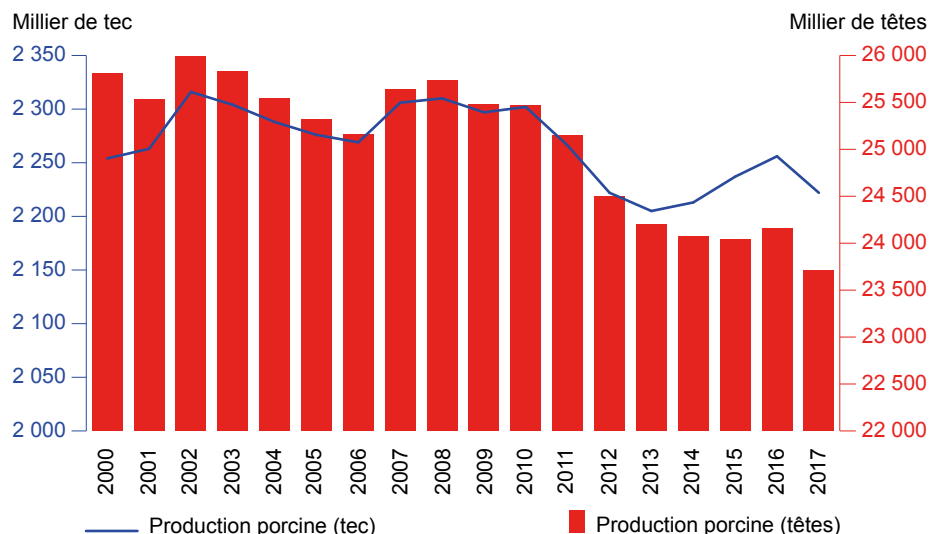
En 2017, la production porcine française repart à la baisse. Elle se replie depuis 2002, à l'exception des rebonds de 2007-2008 et de 2014 à 2016. La production fléchit également au niveau mondial et dans l'Union européenne, sauf en Espagne et en Pologne. La hausse des exportations vers l'Italie ne compense que partiellement le moindre dynamisme de la demande chinoise, après une année 2016 exceptionnelle. En conséquence, le déficit en valeur du commerce extérieur s'accroît tandis que le solde des échanges en volume s'annule. La consommation intérieure se stabilise, malgré le recul des achats des ménages. En moyenne, les cours à la production du porc sont supérieurs à ceux de 2016 dans les différents pays de l'UE, malgré une baisse accentuée au second semestre. La marge brute des élevages porcins est favorisée par l'augmentation des cours du porc, plus forte en moyenne que le coût de l'aliment. En 2018, la production française devrait s'accroître.

En 2017, recul de la production porcine française

En 2017, la production porcine française repart à la baisse (- 1,8 % en têtes par rapport à 2016) (*graphique 1*). En poids, le recul est moins fort (- 1,5 % en tec), le poids des carcasses augmentant régulièrement depuis 2013 : 92,8 kg en moyenne en 2017 après 90,2 kg en 2013 contre 88,2 kg pour la période 2002-2006. Ces diminutions s'inscrivent dans la tendance au repli enregistré depuis 2002, à l'exception de 2007 et 2008 et des rebonds de 2014 à 2016.

La baisse structurelle de la production porcine française s'explique par la réduction du cheptel de truies depuis 2000 (*graphique 2*). Fin 2017, les

Graphique 1
En 15 ans, recul de la production porcine française



Source : Agreste (Pic CVJA : production indigène contrôlée)

effectifs de truies se stabiliseraient toutefois. Les abattages de porcins au 1^{er} trimestre 2018 confortent ces estimations : + 2,5 % en tec et + 1,7 % en têtes par rapport à la même période de 2017.

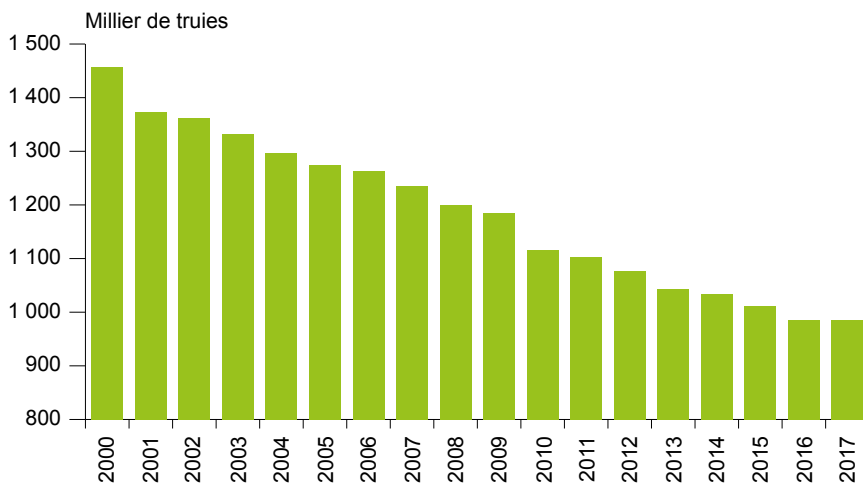
En 2017, les abattages, composés à 97 % de porcs charcutiers, se contractent dans les mêmes proportions que la production (- 1,8 % en têtes et - 1,4 % en tec) et retrouvent un niveau proche de la moyenne 2012-2016 (tableau 1). Les volumes d'échanges d'animaux vivants sont structurellement modestes. En 15 ans, les exportations de porcs vivants, essentiellement jeunes, ont néanmoins doublé alors que les importations se sont contractées de 70 %. Les achats de porcelets à engraisser sont essentiellement issus des Pays-Bas et de Belgique.

L'activité d'abattage a varié au cours de l'année (graphique 3) : en repli saisonnier au 1^{er} semestre 2017 avec des volumes inférieurs de 2,1 % à la moyenne 2012-2016, elle connaît une reprise au 2^d semestre avec une hausse de 2,1 %. Cette seconde période est marquée par des pics d'abattages en septembre et novembre ainsi que par un niveau relativement élevé en décembre.

En 2017, le solde des échanges de viande est nul en volume tandis que le déficit en valeur s'accroît

En 2017, l'excédent du commerce extérieur français est quasiment nul en volume (+ 9 tec) (graphiques 4 et 5). En 2016, le solde était redevenu légèrement excédentaire, porté par la demande chinoise (+ 29 000 tec), après deux années de déficit. Malgré

Graphique 2
En 2017, les effectifs de truies se stabilisent



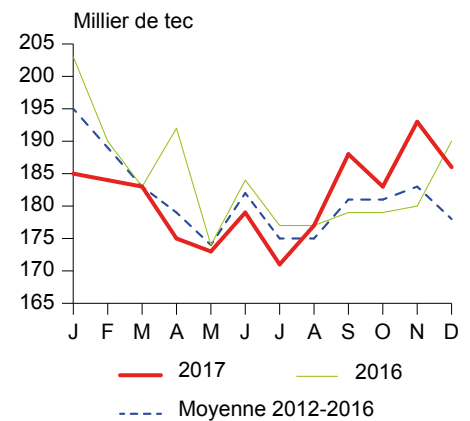
Source : Agreste, enquêtes Cheptel porcin de novembre

Tableau 1
Repli des abattages de porcins

	2017 (millier de tec)	2017/2016 (%)	2017/Moyenne 2012-2016 (%)
Abattages	2 177,7	- 1,4	+ 0,1
Importations d'animaux vivants (-)	2,8	- 7,0	- 45,0
Exportations d'animaux vivants (+)	46,8	- 7,0	- 17,5
Production (Pic CVJA)	2 221,7	- 1,5	- 0,2

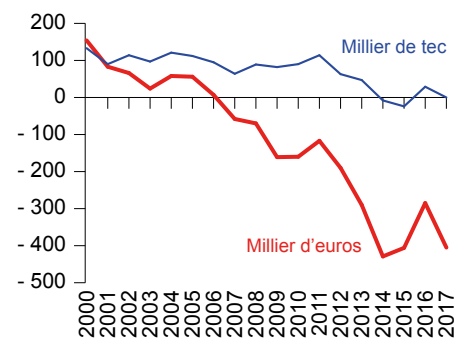
Source : Agreste

Graphique 3
Des abattages en repli au 1^{er} semestre 2017 et en hausse au 2^d semestre



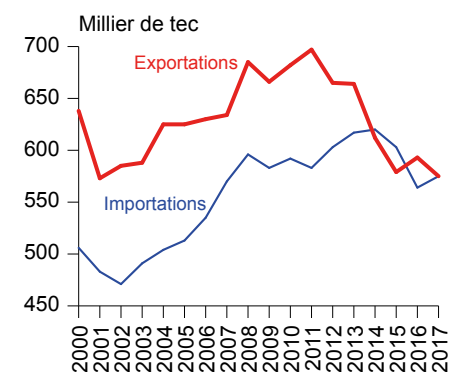
Source : Agreste, enquêtes auprès des abattoirs

Graphique 4
En 2017, le solde commercial en viande porcine se détériore



Source : DGDDI (Douanes), solde extérieur de viande porcine (y compris graisse de porc)

Graphique 5
Les importations et les exportations de viande de porc s'équilibrent en volume



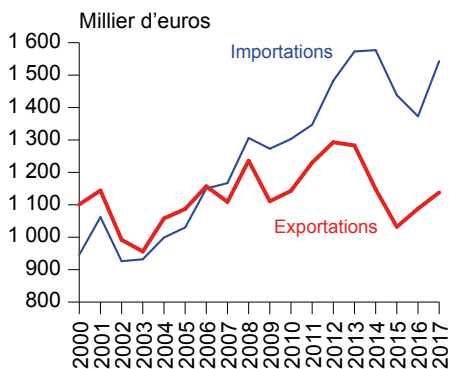
Source : DGDDI (Douanes)

l'augmentation des prix à l'exportation et la vente de morceaux élaborés à plus forte valeur ajoutée, le déficit se détériore également en valeur (- 405 M€ contre - 285 M€ en 2016), la valeur des produits importés augmentant davantage que celle des exportations (*graphique 6*). La structure des échanges contribue à creuser le déficit en valeur : la France exporte plutôt des viandes et graisses et importe des produits élaborés (*graphique 7*).

En 2017, la baisse des exportations françaises vers la Chine est en partie compensée par l'appel d'air venant de l'Italie

En 2017, les exportations françaises de viande porcine (y compris graisse de porc) se replient à 574 820 tec, soit - 3 % par rapport à 2016 (*tableau 2*). Elles s'inscrivent dans une tendance à la baisse depuis 2011. La contraction des exportations vers la Chine (- 35 800 tec) n'est que partiellement compensée par la hausse des ventes à l'Italie (+ 22 000 tec) qui redevient la première destination des viandes françaises (*graphique 8*). En 2016, les exportations européennes ont été soutenues par une forte demande chinoise pénalisée par une production déficitaire à la suite d'une lourde restructuration de sa filière. Les ventes françaises ont bénéficié de cette conjoncture favorable, atteignant 85 300 tonnes vers ce pays

Graphique 6 Des exportations qui augmentent en valeur



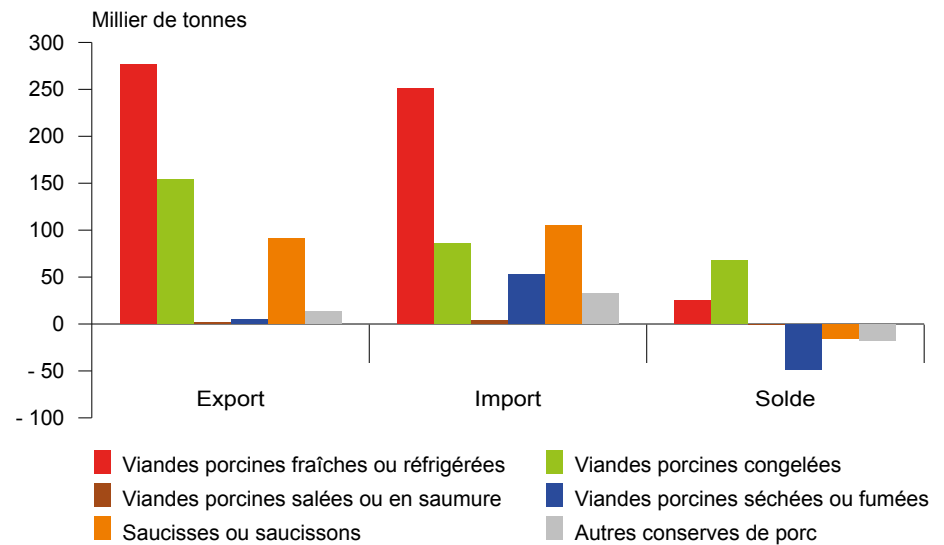
Source : DGDDI (Douanes)

(soit + 110 % sur un an). En 2017, les volumes vers ce pays tombent à 49 500 tec mais demeurent importants (+ 22 % par rapport à 2015 et + 124 % par rapport à la moyenne 2010-2014). Parmi les autres pays tiers, les exportations françaises à destination de la Corée du Sud, de Hong Kong,

et particulièrement des Philippines et du Japon, sont dynamiques. Ces dernières années, la part de ces quatre pays a augmenté pour représenter un tiers des ventes en 2017. Les ventes de produits congelés représentent 27 % toutes zones confondues et 67 % pour les seuls pays tiers.

Graphique 7

Le solde commercial est excédentaire pour les morceaux non élaborés mais déficitaire pour les préparations à base de viande de porc



Source : DGDDI (Douanes)

Tableau 2

En 2017, l'Italie est en tête des pays destinataires des exportations de viande porcine*

	2017	2016	2017/2016
	(tonne)		(%)
Total	574 820	592 514	- 3,0
UE	418 586	404 159	+ 3,6
Italie	106 241	84 270	+ 26,1
Belgique	49 743	49 818	- 0,1
Royaume-Uni	44 678	50 129	- 10,9
Espagne	32 036	25 188	+ 27,2
Autres pays	185 887	194 754	- 4,6
Pays tiers	156 234	188 355	- 17,1
Chine	49 496	85 292	- 42,0
Philippines	23 637	20 874	+ 13,2
Japon	18 232	17 737	+ 2,8
Arabie saoudite	8 190	8 531	- 4,0
Corée du Sud	7 446	7 980	- 6,7
Hong Kong	3 269	6 912	- 52,7
Autres pays	45 964	41 030	+ 12,0

* Y compris graisse animale.

Source : DGDDI (Douanes)

En 2017, les abattages fléchissent également dans l'Union européenne

En 2017, l'offre mondiale en viande porcine reculerait de 1 % selon l'Ifip. Dans l'UE, l'offre se tasse dans les mêmes proportions à 23,3 millions de tonnes, après

une hausse de 1,9 % en 2016 (tableau 3). Les volumes restent néanmoins élevés (+ 2,8 % par rapport au niveau moyen 2012-2016).

Tableau 3
En 2017, les abattages se contractent en Europe, sauf en Espagne et en Pologne

Abattages dans l'UE	2017	2016	2017/2016	2017	2016	2017/2016
	(millier de tonnes)		(%)	(millier de têtes)		(%)
Allemagne	5 455	5 579	- 2,2	57 866	59 391	- 2,6
Espagne	4 249	4 181	+ 1,6	49 659	49 084	+ 1,2
France	2 177	2 206	- 1,3	23 404	23 817	- 1,7
Pologne	1 990	1 963	+ 1,4	22 067	21 770	+ 1,4
Danemark	1 544	1 567	- 1,4	17 465	18 228	- 4,2
Italie	1 467	1 544	- 5,0	11 381	11 848	- 3,9
Pays-Bas	1 453	1 453	0,0	15 139	15 374	- 1,5
Belgique	1 045	1 061	- 1,5	10 950	11 181	- 2,1
Royaume-Uni	900	919	- 2,0	10 608	10 990	- 3,5
UE (28 pays)	23 321	23 563	- 1,0	254 714	258 461	- 1,4

Sources : Eurostat, Agreste (enquêtes auprès des abattoirs)

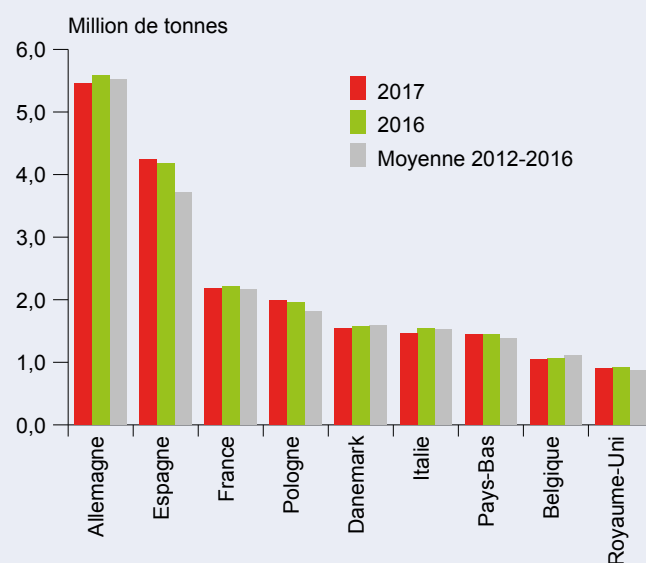
En Allemagne, 1^{er} pays européen d'abattages des porcs, l'activité a fortement augmenté jusqu'en 2011 pour ensuite se stabiliser jusqu'en 2016 et décliner en 2017. La diminution des abattages est principalement liée à la décapitalisation régulière du cheptel de truies depuis plusieurs années, à la baisse de la consommation de viande de porc ainsi qu'à des aménagements de certains bâtiments pour satisfaire à de nouvelles normes en matière de bien-être animal.

L'offre porcine se réduit également dans la plupart des autres pays à l'exception de l'Espagne (au 2^e rang des abattages) et de la Pologne (4^e rang). Elle est toutefois souvent moins forte en poids qu'en têtes compte tenu de l'alourdissement des carcasses.

Depuis 2013, les abattages sont en progression constante en Espagne (+ 11 % en moyenne par an) dans un contexte de hausse des effectifs de truies (+ 5 % en moyenne annuelle). En 2017, l'Espagne atteint même un record avec 4,25 millions de tonnes. En Pologne, la hausse des abattages (+ 9 % par an) est plutôt liée au développement de l'activité d'engraissement (6 millions de porcelets importés). Depuis trois ans, la Pologne recapitalise peu à peu son cheptel de reproductrices (+ 6 % par an), pour tenter de compenser sa diminution régulière depuis 2009. Les écarts d'abattages entre l'Allemagne et l'Espagne d'un côté et la France et la Pologne de l'autre continuent de se réduire (graphique 9).

En 2017, les flux de porcelets entre pays européens s'intensifient. Les animaux proviennent des pays à fort taux d'élevages « spécialisés naisseurs » (Danemark et Pays-Bas majoritairement). Ces échanges déplacent une partie des abattages vers les pays importateurs (Allemagne, Pologne...).

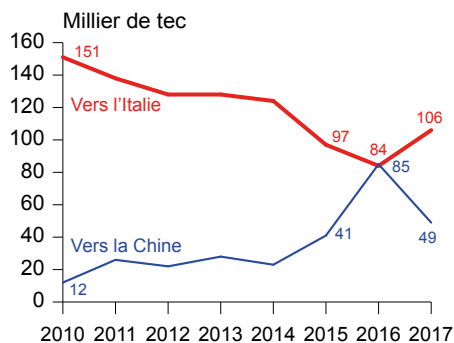
Graphique 9
En 2017, les écarts d'abattages porcins entre Allemagne-Espagne d'un côté et France-Pologne de l'autre continuent de se réduire



Sources : Eurostat, Agreste (enquêtes auprès des abattoirs)

Graphique 8

Le rebond des exportations vers l'Italie compense en partie la contraction de la demande chinoise



Source : DGDDI (Douanes), exportations de viande porcine totale (y compris graisse de porc)

Vers l'UE, les exportations atteignent 418 600 tec en 2017 (73 % du total) en progression de 3,6 % en un an, principalement grâce au marché italien (+ 26 % sur un an). Premier débouché des exportations françaises jusqu'en 2010, ce pays accroît particulièrement ses achats à la France depuis août 2017 (*graphique 10*). Face à la hausse de la consommation de viande porcine sur son marché intérieur et dans un contexte de recul de ses abattages de porcins (- 5 % en 2017), l'Italie se tourne vers l'extérieur. Les exportations françaises vers le Royaume-Uni se réduisent de 11 % sur un an, positionnant ce pays au troisième rang derrière la Belgique.

En 2017, progression des importations de viande porcine

En 2017, les importations françaises de viande porcine représentent 574 130 tec (*tableau 4*), en hausse de 2,5 % en un an, après un repli de 5,8 % en 2016. Elles sont exclusivement d'origine européenne et constituées à 15 % de viande congelée. La France s'approvisionne pour plus de la moitié de ses achats en Espagne, soit 304 000 tec en 2017. Ce chiffre reste stable par rapport à 2016, après les baisses successives entre 2014 et 2016. Les importations françaises des seules viandes porcines fraîches, réfrigérées ou congelées proviennent pour les trois quarts d'Espagne, loin devant l'Allemagne (10 %). Celles de saucisses et saucissons se répartissent de façon

plus équilibrée entre les deux pays : 36 % en provenance d'Allemagne et 27 % d'origine espagnole. Enfin, les viandes séchées ou fumées sont plutôt italiennes et espagnoles tandis que les conserves de porc sont majoritairement d'origine allemande.

En 2017, les disponibilités calculées par bilan des produits à base de porc sont stables tandis que les achats des ménages reculent

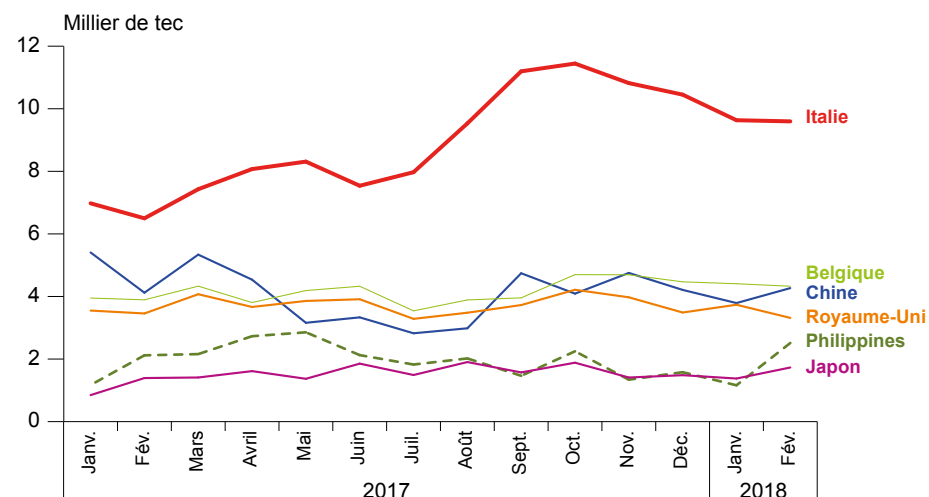
En 2017, les disponibilités en viande porcine (consommation apparente calculée par bilan = abattages + importations – exportations) sont quasiment stables (- 0,1 % par rapport à 2016) après une baisse de

1,2 % en 2016 succédant à un pic de consommation en 2015 (+ 1,9 %). La part des importations diminue dans la consommation intérieure (26,5 %, contre 29 % en moyenne sur la période 2003-2007), la baisse des achats ayant été plus importante que celle de la consommation.

En janvier 2017, la viande de porc représentait 37 % de l'ensemble des achats en volume de viande en restauration hors foyer, soit 135 400 tonnes réparties entre 49 % en restauration collective et 51 % en restauration commerciale, selon FranceAgriMer. Le porc frais est essentiellement servi en restauration collective, les charcuteries et salaisons

Graphique 10

Essor des exportations françaises vers l'Italie fin 2017



Source : DGDDI (Douanes), exportations de viande porcine (y compris graisse de porc)

Tableau 4

Les importations de viande porcine* proviennent majoritairement d'Espagne

	2017	2016	2017/2016
	(tonne)		(%)
Total	578 129	563 900	+ 2,5
UE	568 659	558 387	+ 1,8
Espagne	304 071	304 349	- 0,1
Allemagne	98 178	96 469	+ 1,8
Italie	56 977	56 936	+ 0,1
Belgique	46 833	459 990	- 89,8
Danemark	24 075	19 045	+ 26,4
Pays-Bas	20 668	14 528	+ 42,3

* Y compris graisse animale.

Source : DGDDI (Douanes)

étant davantage proposées par la restauration commerciale. Cette catégorie tend toutefois à reculer alors que les lardons/poitrines utilisés dans les préparations progressent.

La consommation en volume de viande de porc à domicile, (46 % de la viande totale consommée par les ménages) se replie de nouveau (- 2,3 %), au même rythme que les autres viandes de boucherie (- 2,6 %) selon le panel de consommateurs Kantar WorldPanel pour FranceAgriMer. La baisse de consommation est particulièrement marquée pour le porc frais (hors élaborés) (- 4,9 % en volume) et le jambon cuit (- 3,3 %) tandis que les achats d'autres morceaux progressent : saucisses fraîches (+ 3,5 %), jambon sec (+ 3 %) et saucisson sec (+ 1,4 %). Ce repli des quantités achetées s'inscrit dans un contexte d'augmentation des prix du porc frais et de la charcuterie (respectivement + 1,6 % et + 2,5 %). Les achats restent toutefois peu sensibles aux variations de prix, malgré une plus grande variabilité ces dernières années. Ils semblent plus touchés par les modifications des habitudes alimentaires. Les achats de porc sont également soumis à de fortes variations saisonnières : pic des achats en janvier, en lien avec les promotions de la grande distribution et les basses températures, puis

baisse globale des achats l'été (hors viande pour barbecue) et en décembre (période des viandes plus « festives »).

En 2017, le cours moyen annuel du porc charcutier progresse malgré la chute continue des derniers mois

Au 1^{er} semestre 2017, les cours du porc français augmentent jusqu'à Pâques dans un contexte de repli de la production et de demande chinoise encore soutenue (graphique 11). Ils atteignent ainsi un niveau élevé « inhabituel » (1,69 €/kg en avril) puis se maintiennent supérieurs à la moyenne jusqu'en juin, à 1,61 €/kg au 1^{er} semestre 2017 contre 1,48 €/kg en moyenne sur la période 2012-2016. Au 2^d semestre, les cours décrochent. La baisse saisonnière habituelle de septembre-octobre survient dès août. De septembre à novembre, les abattages repartent à la hausse et un déséquilibre s'installe entre l'offre et la demande : les demandes françaises et européennes sont atones tandis que le marché européen est déstabilisé par l'essoufflement de la demande chinoise. La baisse des cours européens favorise néanmoins les exportations en fin d'année. Sur l'ensemble de l'année 2017, les cours français augmentent de 7 %. Ils sont supérieurs de 0,10 €/kg aux cours

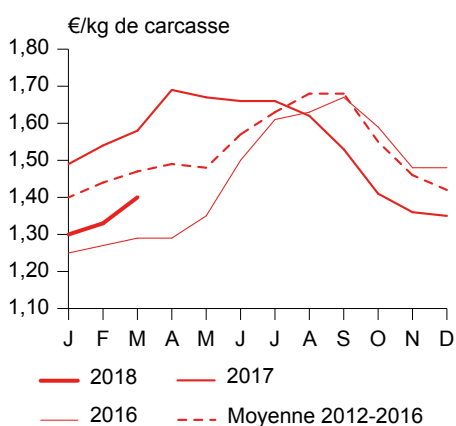
de 2016 et proches de la moyenne 2012-2016 (1,52 €/kg). Le bilan reste toutefois nuancé, compte tenu de la forte dépréciation des cours en fin d'année et de ses conséquences sur la trésorerie des éleveurs.

Comparativement aux autres pays européens, les cours français du porc charcutier reculent plus tôt (dès Pâques) (graphique 12). Dans les autres principaux pays producteurs, c'est plutôt à l'automne, quand les disponibilités européennes sont importantes, que les cours décrochent. En Espagne, le recul est particulièrement marqué en raison de la plus forte dépendance de ce pays au grand export. En moyenne, les cours européens augmentent de 0,10 à 0,16 €/kg carcasse. Les cours français se positionnent en milieu de classement européen, derrière les cours allemands, polonais et espagnols (tableau 5).

Sur l'ensemble de l'année 2017, la hausse plus forte des cours du porc que du coût de l'aliment favorise la marge brute des élevages

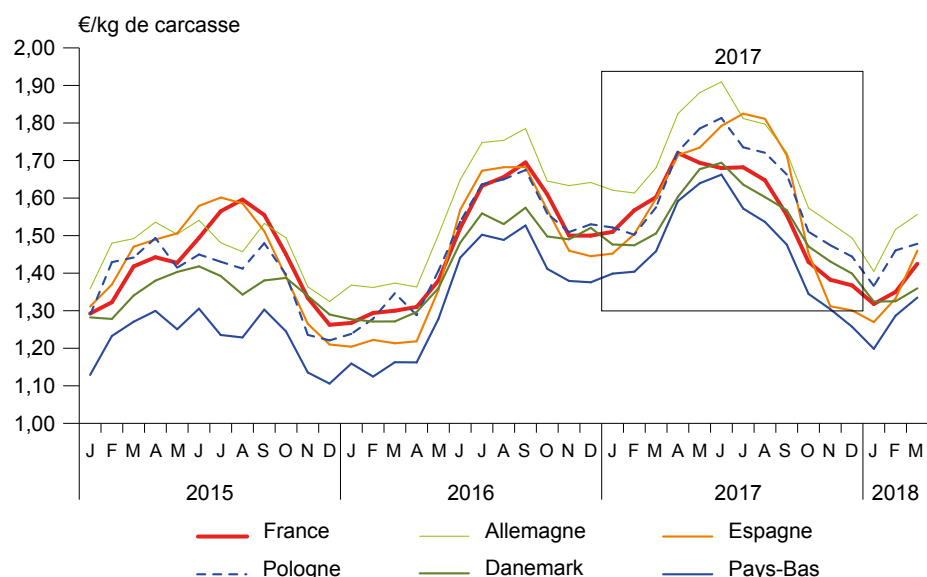
Depuis le pic 2013, le coût de l'aliment porcin se replie par rapport à la moyenne des cinq dernières années. En 2017, il diminue de 10,6 % tout en demeurant stable par rapport à 2016

Graphique 11
En 2017 des cours à la production soutenus au premier semestre, puis en décrochage à partir d'août



Source : RNM - FranceAgriMer (cotation du porc charcutier classe E + S)

Graphique 12
Une forte corrélation entre les différents cours européens



Sources : Eurostat, RNM - FranceAgriMer (Cotations du porc charcutier classe S entrée abattoirs)

(+ 0,1 %). L'alimentation représente de loin la principale composante des consommations intermédiaires dans la filière porcine (60 %). Dans un contexte d'abondance des disponibilités mondiales de céréales depuis 2016, les cours des matières premières sont restés bas.

Depuis la fin 2016, le prix du porc et le coût de l'aliment suivent des orientations comparables (*graphique 13*) : à la hausse au 1^{er} semestre 2017, puis à la baisse au 2^d semestre, mais de manière plus marquée pour les cours du porc. En moyenne sur 2017, le ciseau des prix reste favorable : le coût de l'aliment porcin reste stable tandis que le cours du porc s'accroît. Depuis l'automne 2017, le ciseau des prix entre le cours du porc et le coût de l'aliment se réduit.

Début 2018, hausse de la production porcine française et baisse des cours

En 2018, la production porcine française est prévue en hausse de 1 % en têtes. Celle-ci serait essentiellement réalisée au 1^{er} semestre 2018 (+ 1,4 %), compte tenu de la présence d'effectifs importants de porcs à l'engrais dans les élevages en novembre 2017 (+ 2,8 %).

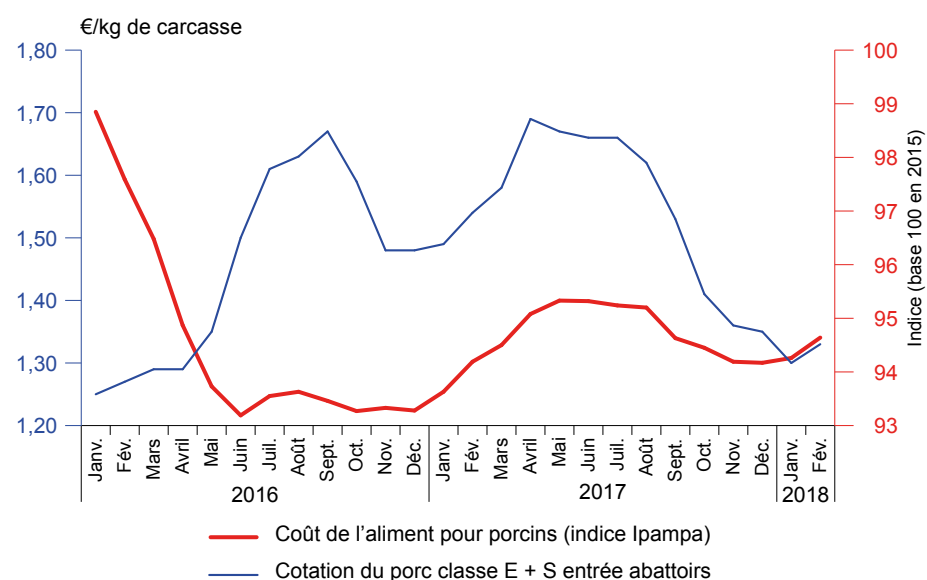
L'année 2018 débute avec des cours sous pression (1,28 €/kg en moyenne au plus bas du mois de janvier) sur un marché toujours excédentaire. Début février, la production allemande,

devenue inférieure à la demande, entraîne les autres références européennes à la hausse. En mars, l'activité d'abattage reste soutenue (+ 2,5 % au 1^{er} trimestre) mais la relance habituelle de la consommation des premières grillades liée à la météo se fait attendre. La progression des cours du porc français s'interrompt mi-mars (1,41 €/kg au plus haut du mois). En moyenne sur les trois premiers mois, les cours du porc charcutier (1,34 €/kg classe E + S) sont inférieurs de 0,20 €/kg à ceux de la même période de 2017.

L'évolution des cours européens est liée non seulement à la reprise de la demande intracommunautaire mais également à l'écoulement d'une partie de la production européenne sur le marché international. Au 2^e trimestre 2018, dans un contexte de disponibilités européennes estimées en hausse, l'Union européenne pourrait se heurter sur le marché asiatique à la concurrence américaine (cours bas, parité monétaire favorable aux exportations et disponibilités importantes) ainsi qu'à la baisse des importations chinoises (hausse structurelle de la production suite aux investissements massifs et cours bas).

Graphique 13

Le ciseau des prix entre le cours du porc et le coût de l'aliment se réduit à l'automne 2017



Sources : Insee, Agreste, RNM - FranceAgriMer

Tableau 5

En 2017, la hausse du cours du porc charcutier est plus marquée chez nos voisins en moyenne annuelle

	France	Espagne	Allemagne	Danemark	Pays-Bas	Belgique	Pologne
	€/kg de carcasse						
1 ^{er} semestre 2017	1,63	1,63	1,76	1,57	1,53	1,56	1,65
2 ^d semestre 2017	1,51	1,57	1,66	1,52	1,42	1,46	1,59
Moyenne 2017	1,57	1,60	1,71	1,54	1,47	1,51	1,62
Moyenne 2016	1,47	1,44	1,57	1,43	1,33	1,39	1,47
	(%)						
2017/2016	0,10	0,16	0,14	0,12	0,14	0,12	0,15

Sources : Eurostat, RNM - FranceAgriMer (cotations entrée abattoirs classe S)

En 2018, hausse prévisible de la production européenne mais des incertitudes sur le plan sanitaire

Alors que les effectifs de truies restent stables en France, ils progresseraient dans les autres pays producteurs européens (+ 1,4 % en moyenne), à l'exception de l'Allemagne et de la Belgique (tableau 6). La production s'accroîtrait également davantage (+ 1,7 % en moyenne) qu'en France. La production espagnole, déjà record en 2017, serait de nouveau en hausse (+ 2,2 %). La nouvelle baisse de la production italienne en 2018 (- 2,7 %) pourrait favoriser les exportations de viande porcine française. Sur les deux premiers mois de 2018, les exportations françaises vers

l'Asie du Nord et du Sud-Est sont quasiment stables par rapport à 2017.

Pour 2018, les inquiétudes sanitaires sont nombreuses concernant les risques de propagation de la peste porcine africaine en Pologne et dans les autres pays producteurs européens de l'Est. L'Allemagne a déjà freiné son activité d'engraissement fin 2017. La menace de la suspension du statut sanitaire permettant d'exporter vers certains pays tiers pourrait déséquilibrer le marché intracommunautaire.

Tableau 6

En 2018, la hausse de la production porcine dans la plupart des principaux pays producteurs européens serait supérieure à celle de la France

Pays producteur	Effectif de truies		Production porcine		2018/2017 (%)
	2017 (millier de têtes)	2017/2016 (%)	2017 (millier de têtes)	2018*	
Espagne	2 479	+ 2,6	49 293	50 396	+ 2,2
Allemagne	1 904	- 0,2	44 675	45 292	+ 1,4
Danemark	1 260	+ 1,9	31 524	32 950	+ 4,5
Pays-Bas	1 066	+ 4,3	24 450	24 967	+ 2,1
France	985	0,0	23 742	23 974	+ 1,0
Pologne	909	+ 5,8	15 700	16 000	+ 1,9
Italie	562	+ 0,6	10 363	10 087	- 2,7
Belgique	413	- 1,5	10 940	11 519	+ 5,3
Royaume-Uni	494	+ 0,8	11 175	10 423	- 6,7
Total principaux pays	10 071	+ 1,4	221 863	225 608	+ 1,7

* Estimations.

Source : Eurostat, Agreste (enquête cheptels de novembre 2017)

Organismes et abréviations

CVJA : correction des variations journalières d'abattages
 DGDDI : Direction générale des douanes et des droits indirects
 Ifip : Institut français de la filière porcine
 Ipampa : indice des d'achat des moyens de production agricole
 Ippap : indice des prix à la production agricole
 Rica : réseau d'information comptable agricole
 RNM : Réseau des Nouvelles et Marchés (cotations des produits agricoles pour FranceAgriMer)

Sources et définitions

Sources

- L'enquête mensuelle auprès des abattoirs de gros animaux
- L'enquête européenne semestrielle auprès des éleveurs sur le cheptel porcin
- Eurostat pour les statistiques européennes
- Les statistiques de la DGDDI (Douanes) pour les données de commerce extérieur
- Les cotations du RNM pour FranceAgriMer pour le porc
- Le panel Kantar Worldpanel de FranceAgriMer pour les achats des ménages

Définitions

- Production indigène contrôlée CVJA (Pic CVJA) : La production indigène contrôlée est obtenue par calcul à partir des abattages relevés dans les abattoirs, augmentés des exportations et diminués des importations totales d'animaux vivants. Une correction des variations journalières d'abattages (CVJA) est appliquée mensuellement pour tenir compte du niveau d'activité des abattoirs qui diffèrent selon les jours de la semaine et la présence ou non de jours fériés dans le mois précédent ou le mois suivant.
- Depuis le 01/01/2014, la réglementation européenne définissant la classe des porcs charcutiers a été modifiée. Jusqu'en décembre 2013, la classe E correspondait aux porcs charcutiers dont la teneur en viande maigre (TMP) était supérieure ou égale à 55 %. Depuis janvier 2014, la réglementation restreint la classe E aux animaux dont la TMP est comprise entre 55 % et moins de 60 %, les porcs charcutiers de TMP \geq 60 % étant dorénavant classés en S. À des fins de comparaison sur longue période, le périmètre observé jusqu'en 2013, porcs charcutiers de TMP \geq 55 %, a été reconstitué en 2014 pour les principaux pays producteurs européens à partir des cotations hebdomadaires relevées en 2014 pour chacune des classes E et S. Pour chaque pays, ces cotations ont été pondérées par les volumes nationaux abattus en 2013 en classe E et en classe S. La cotation ainsi calculée correspond selon la nouvelle réglementation au prix du porc charcutier des classes E et S réunies.
- La part des charges de l'alimentation (aliments grossiers + concentrés) porcine dans la valeur du produit brut mentionnée dans la synthèse est déterminée à partir des résultats du Rica. Pour plus de détails sur le champ et les concepts retenus, consulter la synthèse Moyens de productions de mars 2015 n° 2015/261, « En 2014, la baisse des prix à la production des produits animaux n'est que partiellement compensée par la baisse des prix de l'alimentation animale ».

Pour en savoir plus

Toutes les informations conjoncturelles et structurelles sur la production porcine sont disponibles à parution sur le site Agreste de la statistique agricole : www.agreste.agriculture.gouv.fr

- dans la rubrique « Conjoncture - Animaux de boucherie » pour les publications Agreste Conjoncture
- dans la rubrique « Conjoncture - Séries mensuelles (bulletin) » pour les principales séries chiffrées
- dans « Données en ligne - Disar - Élevage - Conjoncture Animaux de boucherie » pour des données complémentaires

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « En février 2018, rebond des exportations françaises de viande de porc », Infos rapides Animaux de boucherie n° 4/11, avril 2018
- « En 2016, la forte demande chinoise offre une sortie de crise aux marchés européens et français du porc », Synthèse Animaux de boucherie, n° 2017/303, mai 2017
- « En 2015, le marché français du porc subit une forte baisse des cours, sous l'effet d'une production européenne en hausse et d'une concurrence renforcée entre pays de l'UE », Synthèse Animaux de boucherie, n° 2016/281, mars 2016



Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Secrétariat Général
SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE
3 rue Barbet de Jouy - 75349 PARIS 07 SP
Site internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Directrice de la publication : Béatrice Sédillot
Rédactrice : Christelle Uglieria
Composition : SSP
Dépot légal : À parution
© Agreste 2018

Cette publication est disponible à parution sur le site Internet de la statistique agricole
www.agreste.agriculture.gouv.fr